

rurale mi-urbaine, a été représentée à la Chambre pendant deux décennies par l'honorable Hugh Stewart, membre du cabinet Bennett. L'honorable George P. Graham de Brockville s'est distingué au sein des gouvernements de Laurier et King et ses successeurs jouent aujourd'hui un rôle important dans la circonscription de Leeds. Je m'en voudrais d'oublier un autre député de Leeds, un ancêtre à moi, l'honorable William H. Comstock, qui a été élu député à la Chambre le 20 avril 1899. Il y a un autre personnage célèbre de la circonscription de Leeds dont je vous parlerai un peu plus tard.

Jusqu'au 15 janvier de l'an passé, j'ai appartenu au parti d'en face et je l'ai quitté, comme bien d'autres partout au pays lorsque j'ai constaté que la politique de ce parti, ou devrais-je dire, l'absence de politique, était en train de nous détruire. Le présent gouvernement a, pratiquement depuis les premiers jours, cessé de s'intéresser réellement aux Canadiens et à leurs problèmes. Tout y a été subordonné à la nouvelle image. Tout est devenu matière à slogan. Aveuglé par une fausse euphorie, notre pays a été entraîné sur la voie du désastre, et à fait les frais de la plus grande supercherie qui ait jamais été commise sur le dos du peuple canadien. Nos problèmes importants, restés sans solution se sont aggravés progressivement. Dans bien des cas, on ne s'y est même pas attaqué. Depuis que le présent gouvernement a pris le pouvoir, le chômage prend des proportions de plus en plus alarmantes. Il y a deux ou trois ans, le premier ministre (M. Trudeau) nous a annoncé la mort de l'inflation et jamais depuis on n'a vu cadavre aussi vivant dans l'histoire du Canada. Tout semblait si facile vu à travers la lunette rosée qu'on nous tenait devant les yeux en 1968. Mais le rêve s'est évanoui et nos problèmes demeurent. Il faut plus qu'une image pour gouverner un pays.

Que faites-vous de ces deux grands slogans, la démocratie de participation et la société juste? La démocratie de participation a fini par signifier le privilège de se brancher pour recevoir des ordres d'en haut. Il y a eu de moins en moins de participation au processus démocratique du gouvernement par les Canadiens alors que le Parlement a perdu de son prestige et que le cabinet du premier ministre a tenté de gouverner. La société juste est devenue une société de mauvaise gestion économique et d'injustice sociale flagrantes.

Depuis cinq ans, c'est le régime du paternalisme. Et ce qui est encore pis, l'unique souci véritable du groupe qui nous gouverne, c'est de conserver le pouvoir. Je ne crois pas qu'il ait jamais existé dans l'histoire canadienne un gouvernement plus soucieux que celui-ci de sa propre survivance. On l'a vu prêt à sacrifier n'importe quel principe, à changer de politique, à s'engager dans n'importe quelle voie et à promettre tout ce qui lui était demandé—tout cela depuis le 30 octobre 1972, lorsque les Canadiens ont déclaré sans ambages qu'ils n'étaient pas prêts à accepter l'autocratie au lieu de la démocratie, qu'ils en avaient assez d'un gouvernement dirigé par des bureaucrates remplis de leur propre importance et par des technocrates sans pitié.

Le président du Conseil du Trésor (M. Drury) a été l'un des premiers à le faire quand il a annoncé, en décembre, que le prétendu programme parfait de bilinguisme dans la Fonction publique n'était pas si parfait après tout. Puis, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Lalonde) a reconnu la nécessité de hausser la pension de la sécurité de la vieillesse. Les exemples foisonnent, dont le moindre n'est pas la conversion soudaine du premier ministre aux bienfaits de la monarchie, suivie de sa visite

Le budget—M. Cossitt

éclair à Londres pour aller prendre le thé avec Sa Majesté la reine. Vint ensuite la découverte digne d'un Christophe Colomb: le premier ministre découvrait, après tant d'années, l'Ouest du Canada. Récemment, il a même osé parler du «pouvoir du Manitoba» à Ottawa. Enfin, dans son budget, ce gouvernement inepte propose toutes sortes de choses dans un dernier effort désespéré pour s'accrocher au pouvoir.

L'automne dernier, le parti conservateur-progressiste réclamait des réductions d'impôt sur le revenu pour stimuler l'économie. «Impossible», ont-ils dit; mais voilà maintenant qu'ils prennent un pas hésitant dans cette voie. «L'impôt sur les gains en capital provenant de la ferme familiale devrait être supprimé», disaient les députés de ce côté-ci de la Chambre. «Sottise!» a-t-on répondu. Pourtant, maintenant ils prétendent que c'est tout indiqué. Ils ont ri lorsque le chef de mon parti a dit qu'on devrait introduire un facteur qui tiendrait compte de l'inflation dans le système de l'impôt sur le revenu. Maintenant c'est précisément cela qu'ils préconisent. Avant le jour des élections le pensionné n'avait pas besoin d'une augmentation mais depuis, le gouvernement s'est vite rendu compte que ce besoin existe.

Je me rappelle qu'au tout début de la session, un membre de l'opposition a proposé un leitmotiv caractéristique du gouvernement actuel. C'était, je crois, «Those nobodies are a bunch of somebodies now.» J'aimerais proposer un nouveau thème caractéristique: «Quelle différence un jour peut faire.» Les hommes politiques qui s'orienteront dans n'importe quelle direction pour ne pas lâcher le pouvoir ne font que démontrer très clairement qu'ils font passer leurs propres intérêts avant celui du peuple canadien. Il n'est pas difficile de prévoir quel serait le sort du pays si un groupe qui agit en fonction de tels motifs parvenir une deuxième fois à obtenir la majorité des sièges à la Chambre.

Ayant été membre du parti libéral pendant plus de 30 ans et ayant occupé des postes à l'exécutif de ce parti aux paliers local, provincial et national, je crois pouvoir juger avec une certaine justesse à quel point ceux qui président à ses destinées—et aussi celles du pays, hélas—depuis le 20 avril 1968 le détruisent implacablement, au point que le soi-disant Parti libéral d'aujourd'hui n'est même pas l'ombre de lui-même et que, comme gouvernement, il manque totalement à ses responsabilités envers les Canadiens.

Quand j'étais enfant, le premier ministre, M. Mackenzie King, vint à Leeds pour inaugurer officiellement le pont des Mille-Îles, avec le président Roosevelt. L'après-midi précédant la cérémonie, M. King vint à Brockville dans son wagon personnel, et je demandai à un homme qui se tenait à l'entrée du wagon si je pouvais photographier le premier ministre. Quelques minutes plus tard, à la plus grande joie d'un petit garçon émerveillé, M. King descendit du wagon et parla quelque temps du Canada et de l'importance de chaque Canadien et de ses problèmes. Ce n'était pas de la démagogie, car il resta là quelques minutes, assis sur un tas de traverses, à parler du Parti libéral et de ses espoirs pour le Canada. Il n'y avait là personne d'autre qu'un petit garçon. Le soi-disant gouvernement libéral d'aujourd'hui fait honte à ses prédécesseurs. L'individu et ses problèmes lui sont indifférents, sauf lorsque cette machine sans cœur est saisie par la crainte de perdre le pouvoir. Alors, ce gouvernement, avec la trahison d'un Judas, est prêt à vendre ce qu'il lui reste de principes pour appuyer les socialistes, démontrant d'une façon étonnante qu'il croit pouvoir gouverner de droit divin, à tout prix.